

Burundi : les services secrets recourent de plus en plus à la torture (HRW)

@rib News, 07/07/2016 - Source AFP Les agents du Service national de renseignement (SNR, services secrets), qui dépendent directement du président burundais Pierre Nkurunziza, ont de plus en plus recours à la torture contre les opposants prsumés, a annoncé jeudi l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW). Les membres de la police et des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice, se sont également rendus responsables de nombreux abus, en collaboration avec les très redoutés services secrets burundais, selon un rapport de HRW publié jeudi.

Les agents du SNR "ont frappé des détenus à coups de marteau et de barres en acier, telles celles utilisées dans la construction, leur ont planté des barres en acier aiguisées dans les jambes, ont versé du plastique fondu sur eux, ont noué des cordes autour des parties génitales des hommes, et leur ont envoyé des décharges électriques", écrit HRW. "Les actes de torture infligés par le SNR pour des motifs politiques se sont intensifiés et sont devenus de plus en plus cruels", a assuré Daniel Bekele, directeur de la division Afrique de HRW, alors que son organisation assure avoir mené depuis avril 2016 des entretiens avec 40 victimes de torture provenant de neuf provinces et de la capitale. Dans un rapport présenté le 29 juin à Genève, le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, avait déploré "la détérioration tragique et massive des droits de l'Homme au Burundi" depuis avril 2015, affirmant que les enquêteurs de l'ONU ont dénombré, depuis cette date et jusqu'en avril 2016, 348 cas d'exécutions extrajudiciaires et 651 cas de torture, à l'actif des forces de l'ordre. Ce rapport avait également annoncé 134 meurtres de policiers et de civils proches du pouvoir, commis par des hommes non identifiés. HRW appelle donc le Conseil de sécurité de l'ONU à "déployer au Burundi une force de police internationale munie d'un solide mandat de protection, et mettre en place une commission d'enquête internationale sur les cas de torture et autres graves abus". Le Burundi a plongé dans une grave crise émaille de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat, avant d'être élu en juillet. Ces violences ont déjà fait plus de 500 morts depuis le début de la crise et le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés estime désormais à plus de 270.000 le nombre de Burundais qui ont fui leur pays. Lire l'intégralité du Rapport de HRW